

**Zeitschrift:** Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile  
**Herausgeber:** Schweizerischer Zivilschutzverband  
**Band:** 28 (1981)  
**Heft:** 4

**Rubrik:** Aktuell = Actualité = Problemi d'attualità

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 13.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



Canton de Neuchâtel:

## Situation de la protection civile

A. Laubscher, chef cantonal de la protection civile

S'il est parfois quelque peu fastidieux de rassembler dans le courant du mois de janvier, et cela année après année, tous les éléments nous permettant d'esquisser le visage de la protection civile du canton, cette «corvée» nous permet toutefois d'évaluer avec précision et par des chiffres, l'état de préparation de notre protection civile et de fixer les buts à atteindre à court terme, c'est-à-dire dans le courant de l'année.

Cela étant, rappelons tout d'abord que le dernier recensement de la population du canton de Neuchâtel nous indique 158720 habitants et que depuis la révision des lois fédérales sur la protection civile, 62 communes sont astreintes aux mesures d'organisation et de constructions de protection civile.

### Constructions

Le nombre des places protégées ventilées à disposition dans les abris publics et privés, s'élève à 99600; 63 % de la population total de notre canton peut donc bénéficier d'une place protégée et ventilée, en cas de nécessité.

Le solde de la population neuchâteloise, soit 37 %, devrait donc trouver refuge dans des abris de fortune et serait également équipée d'un masque de protection. Actuellement, 28500 masques pour la population sont emmagasinés dans notre canton.

Il est intéressant de constater que durant l'année écoulée 3402 places protégées ventilées ont été aménagées à l'intention de la population.

Vingt postes de commandement des OPL, de secteur, de quartier et d'OPE sont actuellement aménagés et sont opérationnels. Le secteur le plus défavorisé, au niveau de la construction, est celui du service sanitaire. En effet, seul 17 % de nos besoins en places protégées dans nos ouvrages sanitaires est actuellement construit. Un gros effort devra donc être réalisé dans ce domaine durant les prochaines années.

### Instruction

Notre canton dispose actuellement de deux centres d'instruction, soit celui de Sugiez, dans lequel est instruit la grande majorité du personnel et des cadres, et celui du Col-des-Roches, installation régionale pouvant rendre de grands services à d'autres localités que celle du Locle.

Le nombre des instructeurs volontaires (hommes et femmes) à notre disposition s'élève actuellement à 77 personnes.

Nous saisissons cette occasion pour remercier tous ces instructeurs qui, année après année, communiquent aux nouveaux incorporés dans les organismes communaux de la protection leur enthousiasme et leurs compétences dans les diverses disciplines que comportent nos programmes de formation.

Depuis 1966, année durant laquelle a débuté l'instruction dans le canton, 7270 personnes ont été formées au niveau du personnel et des cadres.

Durant l'année écoulée, 1350 personnes ont participé à des cours, exercices et rapports; parmi celles-ci, 709 ont été nouvellement formées.

### Matériel

La valeur totale du matériel distribué aux communes et OPE s'élève à Fr. 10842000.-. Ce montant concerne entre autres:

171 motopompes des types I et II, 55 km de tuyaux, 61 compresseurs, 9070 équipements de protection AC, 127 radios SE-125, 694 appareils de téléphone, 24600 masques de protection

pour les personnes incorporées dans les organismes de protection civile, 28500 masques de protection pour la population, etc.

Le matériel dont il est question ci-dessus représente 80 à 90 % de la dotation réglementaire concernant les 23 communes astreintes à la protection civile, avant la révision des lois fédérales en 1978.

Il est intéressant de noter que ce matériel est très bien entretenu par les communes et qu'il est partiellement chargé sur des remorques afin d'être à l'intervention, en cas de catastrophe.

La Confédération fournit actuellement un gros effort pour la mise en œuvre et la distribution aux communes de matériel AC. Cet état de fait est réjouissant, puisque ce matériel AC est très important en cas d'attaque ou d'accident nucléaire.

### Quelques problèmes à résoudre à court terme

Il s'agit tout d'abord de terminer la formation des chefs locaux des 39 communes astreintes à l'organisation de la protection civile depuis l'entrée en vigueur, en 1978, de la révision des lois fédérales.

Cette instruction permettra ainsi à ces communes de rattraper le retard qu'elles connaissent actuellement au niveau de leur état de préparation.

Nous devons malheureusement constater que deux communes ont actuellement refusé toute livraison de matériel (il s'agit de matériel de protection AC et de casques) prétextant un refus du législatif communal de faire figurer au budget 1981 la somme nécessaire à l'acquisition de ce matériel. Cette réaction (heureusement fort rare dans notre canton) est certes due à un manque d'information, et il est de notre devoir de prendre des contacts nécessaires et de renseigner nos autorités communales, afin d'éviter à tout prix que notre population ne soit pas protégée comme elle devrait l'être en cas de nécessité.

Etant donné que nous avons également constaté diverses lacunes au niveau de la conduite auprès des cadres, il devient urgent d'élever l'état de préparation de nos états-majors locaux en les faisant participer activement aux exercices que nous avons préparés à cet effet, et qui se dérouleront dans les postes de commandement locaux, dans le courant de cette année.

Nous nous efforcerons de promouvoir, durant l'année en cours, la construction des ouvrages sanitaires car les besoins dans ce secteur, comme nous l'avons déjà dit ci-dessus, sont extrêmement importants.

**Mobilier  
pour centres  
de protection civile**

études et projets, fabrication

**H. NEUKOM SA**

8340 Hinwil-Hadlikon ZH

Téléphone 01 937 26 91



## Stand des Zivilschutzes im Kanton Graubünden

E. Biveroni, Chef des kantonalen Amtes für Zivilschutz Graubünden

Graubünden, der «Kanton der 150 Täler», sagt genug aus über seine Ausdehnung und topographische Vielfalt. 216 Gemeinden und eine Reihe von Fraktionen von Gemeinden liegen in diesen «150 Tälern».

Dichter bewohnt sind eigentlich drei Agglomerationen: das Rheintal von Thusis bis Fläsch, wo 64 000 von 170 000 Einwohnern im Kanton wohnen, die Landschaft Davos und das Oberengadin. 46 Gemeinden weisen eine Einwohnerzahl von mehr als 1000 Einwohnern auf.

Nur fünf Gemeinden haben mehr als 5000 Einwohner. Etwa 150 Gemeinden zählen weniger als 500 Einwohner. Aus dieser spezifischen Art der Besiedlung des Kantonsgebietes geht die Problematik für die Massnahmen zwecks Erreichung der Zielsetzung des Zivilschutzes hervor. Die Zivilschutzmassnahmen werden durch folgende Gegebenheiten beeinflusst:

- Die Bevölkerung ist sehr ungleichmässig im Kantonsgebiet verteilt.
- Die wirtschaftliche Tätigkeit der Bevölkerung ist sehr unterschiedlich gelagert (Gebiete mit vorwiegend Landwirtschaft und Gebiete mit Tourismus).
- Landwirtschaftliche Gegenden weisen rückläufige Einwohnerzahlen auf, sind aber anderseits in der Anzahl Einwohner während des Jahres kleinen Schwankungen ausgesetzt.
- Kurorte sind grösseren Schwankungen der Einwohnerzahl unterworfen. Nach einer Kriegsmobilmachung allerdings wird auch in diesen Gemeinden die Einwohnerzahl kleineren Schwankungen ausgesetzt sein.
- Das Gefälle in der Finanzkraft von den wirtschaftlich starken Gemeinden zu den vorwiegend landwirtschaftlichen Gemeinden ist sehr gross. Dies wirkt sich im Unvermögen aus, die Zivilschutzmassnahmen zu realisieren.

Diese Gegebenheiten haben ihren Niederschlag in der Entwicklung der Zivilschutzmassnahmen gefunden.

### Ausbildung und Organisation

Alle 216 Gemeinden sind seit 1. Januar 1976 bau- und organisationspflichtig. Alle Schutzdienstpflichtigen im Kanton sind kontrollmässig erfasst.

Der Kanton zählt rund 12000 Schutzdienstpflichtige, wovon mindestens deren 6500 (55 %) ausgebildet wurden. Die Ausgebildeten rekrutieren sich vor allem aus den Gemeinden mit 1000 Einwohnern und mehr. Die Schutzdienstpflichtigen aus den kleinen Gemeinden wurden auch gezielt in die Ausbildung einbezogen, damit die Kenntnisse des Zivilschutzes auch in diesen Gemeinden Einzug halten. Die Bestände der örtlichen Schutzorganisationen können, mit wenigen Ausnahmen, wegen der Unterbestände an Schutzdienstpflichtigen gemäss den Richtlinien über die Gliederung und Sollbestände der Zivilschutzorganisationen der Gemeinden vom 14. Februar 1979 nicht erreicht werden. Verhältnismässig viele Schutzdienstpflichtige bei den Kraftwerken, PTT und Bahn machen die Bestandesmiserie bei den örtlichen Schutzorganisationen nicht besser, weil diese nicht den örtlichen Schutzorganisationen, sondern ihren Betriebsschutzorganisationen zur Verfügung stehen.

### Bauliche Massnahmen

Die Entwicklung der baulichen Massnahmen war im letzten Jahrzehnt ausserordentlich ergiebig. Der Schutzraumbau war eine Begleiterscheinung zur allgemeinen Bautätigkeit. Diese hat in den Kurortagglomerationen und im Churer Rheintal zu einem komfortablen Schutzplatzbestand geführt. Die Zielsetzung «für jeden Einwohner einen Schutzplatz» wurde in den meisten Fällen weit überschritten. Der Zweitwohnungsbau und Bau von Appartementshäusern hat dazu beigetragen. Dagegen ist der Schutzraumbau in vorwiegend landwirtschaftlichen Gegenden eine seltene Erscheinung, da auch selten Neubauten entstehen. Die Bevölkerung des Kantons zählt rund 170000 Einwohner. Bis heute sind mehr als 177000 Schutzplätze nach den technischen Weisungen für den privaten Schutzraumbau (TWP) erstellt worden; das bedeutet, dass für mehr als 100 % der Wohnbevölkerung Schutzräume zur Verfügung stehen. Die Tatsache aber, dass mehr als 30000 solcher Schutzraumplätze als Überangebot in Kurortgemeinden liegen, kann nicht darüber hinwegtäuschen, dass in etwa 70 kleineren Gemeinden keine bis wenige

Schutzräume zur Verfügung stehen. Den Ausgleich zu erreichen wird das zukünftige Bestreben des kantonalen Amtes für Zivilschutz sein.

Die Anlagen der örtlichen Schutzorganisationen und die sanitätsdienstlichen Anlagen (Sanitätsposten, Sanitätshilfsstellen und geschützte Operationsstellen) sind zum überwiegenden Teil bereits erstellt. In den Gemeinden mit mehr als 1000 Einwohnern sind diese Anlagen bis zu 70 % erstellt.

### Zukünftige Schwerpunkte in den Massnahmen zur Realisierung des Zivilschutzes im Kanton

Folgende Schwerpunkte drängen sich auf:

#### *In der Ausbildung sollen*

die Ortsleitungsstäbe ausgebildet werden, mit dem Ziel, sie aktionsfähig zu machen;

die Formationen der örtlichen Schutzorganisationen so weit gebracht werden, dass die Übungen in den Gemeinden durchgeführt werden können;

die Schutzdienstpflichtigen von kleinen Gemeinden in die Ausbildung im Rahmen der gegebenen Möglichkeiten einbezogen werden.

#### *In der Planung*

ist die Anpassung der Generellen Zivilschutzplanung und die Durchführung der Zuweisungsplanung in allen Gemeinden vordringlich.

#### *Im baulichen Bereich*

ist die Steuerung des Schutzraumbaus vordringlich, so dass alle Gebiete im Kanton ihren notwendigen Schutzplatzbestand erhalten. Um dies zu erreichen, sind Mittel und Wege zu suchen, um das an manchen Orten vorhandene Überangebot im Schutzraumbau einzudämmen.

In allen Bereichen der Massnahmen beginnt eine Phase der Konsolidierung und der Vereinfachung mit dem Ziel, eine einfache aber robuste Aktionsfähigkeit des Zivilschutzes zu erreichen.

# KRÜGER

**schützt  
Zivilschutz- und  
Luftschutzräume  
vor Feuchtigkeit**

**Krüger+Co** 9113 Degersheim

Wenn es eilt: **Telefon 071 54 15 44** und Filialen:  
 8155 Oberhasli ZH      Telefon 01 850 31 95  
 3117 Kiesen BE      Telefon 031 98 16 12  
 4149 Hofstetten bei Basel      Telefon 061 75 18 44  
 6596 Gordola TI      Telefon 093 67 42 61  
 1052 Le Mont-sur-Lausanne      Telefon 021 32 92 90



## Zivilschutz – Bauprobleme in der Stadt Schaffhausen

P. Egger, Ortschef der Stadt Schaffhausen

Die Schutzraum-Zuweisungsplanung in der Stadt Schaffhausen – in den Jahren 1979 und 1980 durchgeführt – ergibt, dass für eine Bevölkerung von rund 34000 Personen nur rund 21500 belüftete Schutzplätze zur Verfügung stehen. Rein statistisch gesehen stehen wir mit dem Bau moderner Schutzräume ungefähr im Mittelfeld aller Kantone.

Leider bestehen jedoch in den einzelnen Zivilschutzquartieren sehr grosse Unterschiede in bezug auf das Schutzraumangebot. Besonders prekär ist die Situation in der Altstadt und in den Gebieten mit vielen Altbauten. Im engeren Altstadtbereich mit rund 3800 Einwohnern stehen nur etwa 2000 belüftete Schutzplätze zur Verfügung. Infolge der sehr starken Trümmer- und Brandgefährdung in diesem Gebiet wurde auf die Belegung von unbelüfteten Schutzräumen verzichtet. Im weiteren können einzelne belüftete Schutzräume wegen fehlenden Fluchtmöglichkeiten nicht belegt werden. Einwohner, denen keine belüfte-

ten Schutzräume zugewiesen werden konnten, müssen in geeignete Unterflurgaragen in den Aussenquartieren zugeteilt werden.

Im Belegungsfall müssen allein aus dem Altstadtbereich mehr als 1800 Personen über Distanzen von bis zu 3 km evakuiert werden. Das Verstärken und Einrichten dieser Behelfsschutzräume sowie der Betrieb derselben stellt an die Zivilschutzangehörigen hohe Anforderungen. Die Probleme, die sich jedoch der Bevölkerung und der Zivilschutzorganisation (ZSO) beim Bezug solcher Anlagen, beim Leben in und bei einer ordnungsgemässen Rotation aus diesen Anlagen stellen, können nur erahnt werden. Das erhebliche Schutzplatzdefizit im weiteren Bereich der Altstadt muss daher durch den Bau von öffentlichen Schutzräumen abgebaut werden. Zurzeit wird geprüft, ob in einem sich in der Projektierung befindenden Parkhaus ein Personenschutzraum für ungefähr 1000 Personen, kombiniert mit einem Schutzraum für Kulturgüter, integriert werden kann.

Neben dem Bau dieser 12000 belüfteten Schutzplätze müssen in den nächsten Jahren noch praktisch alle Organisationsbauten erstellt werden. Der ZSO Schaffhausen steht – von insgesamt zehn Anlagen – nur ein einziger Sanitätsposten zur Verfügung. Aus verschiedenen Gründen wurden in den letzten Jahren Vorlagen für die Erstellung von Zivilschutzbauten, speziell dann, wenn sie mit einem weiteren Bauwerk gekoppelt waren, vom Stimmbürger abgelehnt. Da der Entscheidungsspielraum des Bürgers bei der Realisierung von Bauten für den Zivilschutz durch Weisungen des Bundes stark eingeschränkt ist, gelten – gemäss einem Rechtsgutachten – Ausgaben für den Bau solcher Anlagen als gebunden. Exekutive und Legislative der Stadt haben sich dieser Interpretation angeschlossen und Projekt sowie Kredit für eine kombinierte Anlage mit Orts-Kommandoposten, Bereitstellungsanlage und Sanitätshilfsstelle sowie 300 öffentlichen Schutzplätzen genehmigt. Diese freistehende Anlage (Kosten rund 4 Mio. Franken) steht zurzeit im Bau und dürfte gegen Ende 1982 in Betrieb genommen werden können. Für den seit kurzem im Amt stehenden Ortschef ist die Realisierung dieser Bauten Ansporn und Verpflichtung.

# Schweizer fabriziert: Sicherheit in Qualität! Luftschutzbauteile Panzerschiebewände Kleinbelüftungsanlagen

damit Sie  
sicher sind!



**Ernst Schweizer AG**  
**Metallbau**

**Zürich**

**Sessa-Norm**

8047 Zürich, Fellenbergstr. 279, Tel.: 01 52 69 10  
Werk: 8908 Hedingen, Tel.: 01 761 60 22

**Coupon** Senden sie uns Unterlagen über:

- ☐ Schweizer Luftschutzbauteile
- ☐ Schweizer Panzerschiebewände
- ☐ Schweizer Kleinbelüftungsanlagen

Firma/Adresse

Tel.





## Kanton Bern macht mit dem Koordinierten Sanitätsdienst (KSD) ernst

Im Kanton Bern wird mit dem Koordinierten Sanitätsdienst (KSD), der Koordination aller Mittel und Einrichtungen des Kantons, der Armee und des Zivilschutzes im Kriegs- oder Katastrophenfall, vorwärts gemacht. Ein gemeinsamer Bericht der Militär- und der Gesundheitsdirektion über den Stand der Vorbereitungen für den KSD und die Entwürfe für die sanitätsdienstlichen Räume und Basierungen befinden sich im Moment in einer breitgestreuten Vernehmlassung. Vorgesehen sind – nach dieser Konzeption – die Schaffung von 39 sanitätsdienstlichen Räumen. Jeder KSD-Raum wird im Endausbau, entsprechend seiner Einwohnerzahl, über ein geschütztes Basisspital, die benötigten geschützten Hilfsstellen und Sanitätsposten sowie die erforderlichen Führungsorgane verfügen.

Neben den verschiedenen Verwaltungsdirektionen und den Regierungsverwaltungsräten wurden auch die Gemeindeverbände, die Spitalverbände der sechs Spitalregionen, weitere Spitäler und Heime sowie die betroffenen Bundesstellen, Kantone und Fachverbände ins Vernehmlassungsverfahren einbezogen. Sie sollen sich zum vorgelegten Entwurf äussern können. Im Kanton Bern, der sich wie der Bund und andere Kantone seit längerem mit der Planung und rechtlichen Verankerung des Koordinierten Sanitätsdienstes sowie mit der Planung und Realisierung der geschützten sanitätsdienstlichen Anlagen befasst, soll nun in einem ersten, konzeptionellen Schritt die Einteilung des gesamten Kantonsgebietes in 39 sanitätsdienstliche Räume erfolgen. Bei der

Festlegung dieser Räume galt es mehrere, sich teilweise widersprechende Anforderungen zu berücksichtigen: Einmal sollten die bestehenden Strukturen (Spitalverbände, gewohnheitliche Beziehungen) möglichst beibehalten und die Landesteilgrenzen beachtet werden, zum andern sollte ein KSD-Raum eine Wohnbevölkerung von knapp 40000 oder knapp 20000 Einwohnern aufweisen und schliesslich die Transporte innerhalb eines Raumes möglichst kurz und unempfindlich auf Störungen sein. Die nun zu schaffenden 39 Räume weisen grosse Ähnlichkeit mit den Spitalbezirken auf.

### Besondere Probleme in Bern, Biel und Thun

Im Gegensatz zu den übrigen Gemeinden, welche stets als Ganzes einem bestimmten KSD-Raum zugewiesen wurden, mussten die Gemeindegebiete von Bern und Biel allein schon wegen der grossen Einwohnerzahl aufgeteilt werden, und für Thun zwingt die Gefährdung der Aareübergänge im Krisenfall zu einer Unterteilung in zwei unabhängige Räume. Während im Raum Bern insgesamt 19 Gemeinden auf 6 KSD-Räume aufgeteilt werden, sollen im Grossraum Biel gesamthaft 51 Gemeinden 3 KSD-Räumen zugewiesen werden. In Thun werden zwei Räume entstehen: das westlich der Aare gelegene Gemeindegebiet und das östliche Territorium, dem noch 14 Aussengemeinden zugegeben wurden. Die grössten KSD-Räume umfassen nicht weniger als 27 Gemeinden (Aarberg und Moutier), die kleinsten dagegen nur 4 (Zweisimmen) und 3 (Saanen). In der Planung ist bereits jedem der 39 KSD-Räume

ein Basisspital zugeordnet worden, wobei hier 22 Bezirks-, 7 Regional-, 1 Universitätsspital (Insel) sowie 6 Privatkliniken, 3 Militär- und 1 Notspital berücksichtigt worden sind. Kapazitätsmässig sind heute bereits 34 geschützte Operationstische und 4005 geschützte Patientenplätze vorhanden, im Endausbau sollen es 63 Operationstische und 7825 Patientenplätze sein. Um die sanitätsdienstlichen Räume mit einer weitgehend selbständigen Infrastruktur auszurüsten, ist weiter vorgesehen, pro Raum 1 bis 2 Sanitätshilfsstellen und 2 bis 8 Sanitätsposten zu erstellen. Die Grösse dieser Anlagen soll auf die jeweilige Einwohnerzahl abgestimmt werden.

Die Finanzierung der noch zu erstellenden Anlagen wird im Dekret über die Beiträge des Staates an die Kosten des Zivilschutzes aus dem Jahre 1968 geregelt. Für die geplanten Geschützten Operationsstellen (GOPS) wird mit Erstellungskosten von rund 68,5 Mio. Franken gerechnet, wozu der Staat Bern mit 18 % (12,5 Mio. Franken) beizutragen hat. Mit dem nun in der Vernehmlassung befindlichen Planungsentwurf wird eine wesentliche Grundlage für den Koordinierten Sanitätsdienst im Kanton Bern geschaffen. Sie wird für die weitere KSD-Planung ebenso benötigt wie für die Bauplanung der noch zu erstellenden sanitätsdienstlichen Anlagen. Der KSD rechnet im schlimmsten Krisenfall mit zehnmal mehr Notfällen, fünfmal mehr chirurgischen Eingriffen und dreimal mehr Spitalpatienten als heute. Jeder spitalpflegebedürftige Patient soll innert 6 Stunden in ein Basisspital eingeliefert und – immer vom Zeitpunkt der Verletzung oder Erkrankung an gerechnet – innert 24 Stunden im Basisspital behandelt werden können. aid.

## Zivilschutz an der Muba

An der Schweizer Mustermesse (Muba) in Basel (25. April bis 4. Mai 1981) treffen die Ausstellungsbesucher in der Halle 11 (Stand 433) auf einen gemeinsamen Stand des Rotkreuzdienstes, des Frauenhilfsdienstes sowie des Zivilschutzes. Dieser Stand ist bereits zur Tradition geworden: seit 1975, dem Jahr der Frau, stellt die Muba-Direktion den drei Institutionen gratis eine Standfläche zur Verfügung. Die Besucher werden über die Einsatzmöglichkeiten der Frau in der Gesamtverteidigung orientiert.

## Neue regionale Reparaturstelle im Kanton Bern

Einen Staatsbeitrag von 4,38 Mio. Franken an die Kosten des Neubaus für eine regionale Reparaturstelle für den Zivilschutz und einen Werkhof für den Strassenunterhaltungsdienst in Kappelen bei Lyss beantragt der Regierungsrat des Kantons Bern dem Grossen Rat. Die regionale Zivilschutz-Reparaturstelle soll als letzte von 12 solchen Anlagen in der ganzen Schweiz die Bedürfnisse des Unter-

halts von Zivilschutzmaterial im Kanton Bern und in Teilen des Kantons Solothurn decken. Das vorliegende Projekt, das aus einem Studienauftrag hervorgegangen ist, sieht vor, die Neubauten auf das Areal neben das bestehende Zivilschutzzentrum zu stellen. Es ist von drei Seiten vom Auwald längs der Alten Aare umschlossen. Um die Waldsilhouette möglichst zu schonen, hat man die Neubauten als eingeschossigen Flachbau projektiert. Die Erschliessung erfolgt unabhängig vom bestehenden Zivilschutz-Ausbildungszentrum von der Industriestrasse her. aid.